ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNISTES - COLLECTIF COMMUNISTE POLEX - POLE DE RENAISSANCE COMMUNISTE EN FRANCE - RASSEMBLEMENT COMMUNISTE - PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE - RESEAU FAIRE VIVRE ET RENFORCER LE PCF - JEUNES POUR LA RENAISSANCE COMMUNISTE EN FRANCE - COMITE INTERNATIONALISTE POUR LA SOLIDARITE DE CLASSE

Février 2019

GILETS JAUNES, VENEZUELA, ANTICOMMUNISME...

DES COMMUNISTES DANS ET HORS DU PCF PRENNENT LA PAROLE



LE PEUPLE DE FRANCE NE RECONNAIT QUE LE PRESIDENT LEGITIME DEMOCRATIQUEMENT ELU AU VENEZUELA: NICOLAS MADURO

DE QUELQUES AUTOPROCLAMES PENSEURS OFFICIELS DE LA CGT ET D'ANNIE LACROIX-RIZ

COMMUNISTES ET GILETS JAUNES... UN DIALOGUE HISTORIQUE

COMMUNISTES ET GILETS JAUNES… UN DIALOGUE HISTORIQUE

Depuis des décennies, les luttes sociales se heurtent à un capitalisme revanchard et agressif, qui détruit systématiquement tous les conquis sociaux. La perspective politique d'un changement de société a profondément reculé dans une longue crise de l'alternance « droite-gauche », des travaux pratiques du libéralisme au gouvernement de l'union de la gauche et parallèlement de l'affaiblissement et de la transformation social-démocrate du PCF.

Depuis des années, des communistes hors et dans le PCF cherchent le chemin d'une reconstruction communiste, capable de rouvrir le chemin d'une société socialiste.

La réussite électorale de Macron en 2017 semblait avoir aggravé un rapport de forces difficile. Dans ce contexte, le mouvement des gilets jaunes est un événement historique, une réaction populaire de masse qui a inquiété la bourgeoisie, bousculé pouvoirs et médias, jusqu'à conduire le MEDEF à demander aux grandes entreprises de « lâcher du lest ».

Ce mouvement a fait exploser ce nouveau monde qui n'est qu'un vieux projet politique « du prétendu centre », reposant sur la partie supérieure des couches moyennes éduquées et intégrées au détriment des couches populaires et d'un monde du travail marginalisé. Or c'est justement la colère de bon nombre de travailleurs et d'éléments des couches moyennes glissant vers la précarité qui s'est exprimée, mettant en cause les fondements sociologiques et politiques à l'origine du projet macroniste, qui est lui-même un aboutissement de nombreuses tentatives antérieures comme celle des alternants de droite et socialistes au pouvoir.

Les organisations signataires appellent tous les communistes à agir sans relâche avec et parmi les gilets jaunes, et à faire vivre un dialogue fraternel avec ce mouvement, un dialogue historique pour la capacité de notre peuple à résister, s'unir, et repartir à la conquête de ses droits, vers la construction d'une autre société, le socialisme première phase du communisme.



Le mouvement des gilets jaunes

Ce mouvement est né d'une réaction à de pseudo-taxes écologiques dont l'impact sur les salariés, notamment des régions périurbaines, a été le déclencheur d'une colère sociale d'origine bien plus profonde. Ce mouvement, hétérogène s'est révélé profond et durable. Il mobilise des salariés sans aucune histoire syndicale ou politique, des syndicalistes qui étaient inactifs ou actifs dans leur syndicat, des artisans et petits patrons, des chômeurs, des précaires, de nombreuses femmes, beaucoup de retraités paupérisés par la vie chère. Le pouvoir d'achat (hausse des salaires, pensions et indemnités de chômage, de handicap et des minimas sociaux) est le moteur de la colère que tente d'obscurcir et de dévoyer un débat médiatique conçu pour reconstruire le consensus aujourd'hui fracturé sur des réformes dont les seuls bénéficiaires sont pourtant les très riches.

Beaucoup de forces politiques ont cherché à être présentes dans ce mouvement, à l'utiliser parfois pour peser sur ses revendications, ou sur ses formes d'action. Des progressistes, des forces anti-libérales, des syndicalistes et des communistes ont été hésitants sur la nature de classe de cette lutte sociale, que d'autres ont au contraire immédiatement salué.

Relayant la propagande macroniste, les grands médias des 9 milliardaires magnats de la presse ont véhiculé des informations contradictoires et même provocatrices sur ce mouvement. Le pouvoir a cru que la désinformation et la violence allaient vite isoler et diviser le mouvement.

Constatant début décembre que la détermination des gilets jaunes comme le soutien populaire ne reculaient pas, il a alors tenté de lâcher du lest sans remettre en cause ses réformes, tentant d'utiliser l'hétérogénéité du mouvement pour chercher un compromis avec des « modérés ». Mais le mouvement ne s'est pas laissé diviser et la colère s'est poursuivie début 2019.

Pour reprendre la main, le pouvoir a été contraint de mobiliser tous ses moyens dans un « grand débat » qui est en réalité « un grand pipeau ». L'avenir de ce mouvement, comme les issues sociales et politiques de cette situation restent totalement ouvertes, même si tout est fait actuellement pour déployer une répression aveugle et pour diaboliser les gilets jaunes en les amalgamant honteusement à l'extrême droite raciste ou antisémite.

Luttes de classes en France

Comme en 1848, en 1871, 1936 ou 1968, les déclarations des élites traduisent la peur de la bourgeoisie. Ne citons que le « philosophe » Luc Ferry Luc Ferry auteur de cet appel à la tuerie typiquement fascisant, suant le racisme de classe : « *Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois* » contre « *ces espèces de nervis, ces espèces de salopards d'extrême droite ou d'extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper du policier* », ou les commentaires à l'article du journal le monde sur une famille de "gilets jaunes". « *La vraie misère ne serait-elle pas, dans certains cas, plus culturelle que financière ?* », « *Le problème pathologique des pauvres : leur capacité à vivre au-dessus de leurs moyens* », « *N'imaginez pas en faire des chercheurs, des ingénieurs ou des créateurs. Ces quatre enfants seront comme leurs parents : une charge pour la société* », « *Mais qu'attendent-ils du président de la République Qu'il se rende chaque jour à Sens pour veiller à ce que Jessica prenne bien sa pilule ?!* »

La violence de classe de cette bourgeoisie arrogante, méprisante pour le peuple, confirme à quel point le mouvement des gilets jaunes a un contenu de classe même si ses acteurs n'en sont pas tous conscients.

Au delà de sa spontanéité après des décennies de défaites face à l'offensive libérale et eurocratique pour maximiser le profit capitaliste à l'échelle de l'Union Européenne, le mouvement des Gilets Jaunes remet au goût du jour les occupations des ronds-points, les mobilisations variées la semaine ouvrable et les manifestations dans les grandes villes le week-end. Ses secteurs les plus avancés acceptent la main tendue des syndicalistes de classe et appellent même à bloquer l'économie capitaliste pour faire céder Macron, dont des centaines de milliers de manifestants, bravant les interdits et sillonnant les lieux de pouvoir, exigent la démission.

Si dans ce mouvement il y a des éléments porteurs d'idées réactionnaires, voire fascisantes aussitôt épinglées par les médias pour tenter de le disqualifier, il montre aussi à travers les cahiers de doléances sa capacité à éviter les pièges des divisions sexistes, racistes tout en liant revendications économiques (le fric) prioritaires et démocratiques (RIC) ainsi qu'écologiques, voire internationalistes.

Le mouvement des Gilets Jaunes se démarque de fait et du coup interpelle des décennies de domination idéologique et politique de la social-démocratie libérale et d'euro-formatage idéologique qui mine les directions des organisations politiques, syndicales et associatives du mouvement ouvrier qui avaient obtenu sous la direction de nos prédécesseurs communistes toutes les conquêtes sociales et démocratiques en 1936, 45, 68.

Tout le confirme, pour des centaines de milliers de Français, le mouvement des gilets jaunes est un apprentissage accéléré des luttes de classes et c'est aussi le cas pour tous les communistes qui cherchent à reconstruire un parti communiste révolutionnaire.

Deux questions posées aux communistes

Ces travaux pratiques des luttes éclairent les questions qui sont posées aujourd'hui aux communistes sur leur projet et leur stratégie révolutionnaire.

1/ L'organisation communiste et le rassemblement populaire

Nous héritons d'une longue histoire de luttes sociales, anticoloniales, politiques qui avaient forgé des organisations de masse, syndicales, associatives, culturelles dans lesquelles les communistes jouaient un rôle décisif important. Le plus souvent, une grève s'organisait avec le

syndicat, en particulier la CGT, une solidarité avec le secours populaire, la défense des locataires avec la CNL, l'antiracisme avec le MRAP et même les loisirs étaient marqués par le tourisme social, travail et culture, sans parler des municipalités communistes… La grande majorité de notre peuple était en lien avec des organisations qui portaient à la fois l'unité du peuple et la perspective d'émancipation sociale et politique.

La vérité est qu'aujourd'hui, en raison de la faillite réformiste de l'union de la gauche et de l'arrimage de ses états-majors traditionnels au principe de la « construction européenne », malgré la victoire du NON en 2015, l'immense majorité de notre peuple est sans lien avec des organisations progressistes, le monde du travail est un désert syndical, la vie associative fortement affaiblie et réduite au corporatisme. De plus, la guerre idéologique intense menée depuis des décennies contre le socialisme historique et contre les idées communistes et l'autophobie communiste qui a marqué fortement le PCF a détruit les repères qui aidaient les colères sociales à s'exprimer dans une perspective révolutionnaire.

Dans ces conditions, les luttes de classe ne peuvent qu'exprimer les contradictions dans le peuple, le niveau de conscience de classe et d'expérience d'organisation. Il ne faut donc pas s'étonner de l'hétérogénéité des gilets jaunes, des difficultés d'organisation des actions comme de l'expression publique. Au contraire, il faut constater que malgré ces faiblesses, le mouvement des gilets jaunes a bousculé la vie politique, perturbé le « dialogue social » bidon et inquiété la bourgeoisie comme aucun autre mouvement ne l'avait fait depuis des décennies !

Les communistes doivent respecter fraternellement ceux qui luttent et agir pour les aider à progresser, pour faire grandir l'unité du peuple, son niveau de conscience, son organisation propre, indépendante des médias et des institutions. Loin de demander aux forces qui se lèvent de se rallier à eux, les communistes doivent les aider à trouver leur propre chemin dans les luttes de classe. A eux d'apparaître dans l'action et le débat politique comme les plus utiles aux victoires populaires pour se renforcer dans l'action. Sans cesser de travailler sur eux-mêmes et sur leur rapport au peuple pour reconquérir leur rôle d'avant-garde, c'est la conception du rassemblement populaire que les communistes doivent porter pour frayer la voie à l'alternative révolutionnaire et à la reconstruction communiste dont le mouvement ouvrier et le peuple ont besoin.

2/ La violence et le rapport de forces

Le pouvoir a franchi de nouvelles limites dans la répression d'un mouvement social, arrestations préventives, gazage préventif, nassage, dislocation de cortège, des pratiques apparues face aux luttes contre les lois travail se sont banalisées et de nouvelles lois sont venues renforcer le pouvoir exécutif dans la répression des manifestations, avec cette loi anti-casseur liberticide. On compte déjà au moins 12 morts et des milliers de blessés dont des éborgnés, des doigts ou mains arrachés.

Chacun constate d'ailleurs que la violence est utilisée par le pouvoir pour diviser, réprimer et isoler les forces en luttes. Il faut condamner la répression qui frappe des militants et non pas des casseurs patentés, jusqu'à la prison ferme pour des syndicalistes et des communistes. Il est aussi indispensable de dénoncer les groupes « d'infiltrés casseurs » qui font le jeu du pouvoir répressif liberticide de Macron en provoquant des échauffourées, ce qui expose les manifestants à la répression de la police et empêche à terme la massification des mobilisations.

Cependant, la question de la violence ne se limite ni à la répression ni aux provocations. Des décennies de manifestations syndicales « classiques », semblaient n'avoir pour but que la conquête d'une légitimité médiatique, d'un soutien dans les sondages, dans la perspective de majorités supposées se traduire un jour électoralement, loin de l'affrontement contre le pouvoir pour arracher les revendications par de vraies négociations. Les militants avaient pris l'habitude de rendez-vous où on se retrouve entre connaissances, avec peu d'initiative individuelle et collective, la sono remplaçant trop souvent l'expression collective de masse.

Les formes d'action des gilets jaunes cherchent au contraire à démontrer leur détermination à peser sur le pouvoir. Le blocage des ronds-points et des plateformes logistiques a eu réellement un impact économique pesant sur le pouvoir. Si nous savons que la grève, en particulier la grève générale reconductible, est le plus sûr moyen de faire perdre de l'argent au patron, il faut reconnaître que les Gilets Jaunes ont eu un impact significatif sur l'économie, notamment pour la distribution. Et qu'il ne faut pas opposer mais combiner toutes les formes d'action de masse permettant de combattre la classe dominante « tous ensemble en même temps ».

Construire l'imprévisibilité de l'expression de la colère populaire, des mobilisations, de leurs formes, sortir du crétinisme légaliste impotent en gardant le cap sur l'action de masse, la créativité des masses en action, toutes choses qui firent la force d'impulsion des communistes sont en cours de découverte par la lutte des Gilets jaunes. Il est donc fondamental que la jonction s'opère avec les luttes de classes à l'usine, à l'entreprise, sur le lieu de travail pour stopper et briser l'offensive libérale eurocratique socialement et démocratiquement dévastatrice.

Les communistes doivent aider à mettre en débat ces dimensions d'une imprévisibilité radicale de l'action qui traduise la détermination du mouvement à contraindre le pouvoir à satisfaire les revendications populaires par des négociations.

- Comment montrer la détermination individuelle et collective dans l'action ? Comment agir pour peser réellement sur les intérêts économiques du pouvoir de classe et non pas pour tenter d'obtenir un soutien médiatique illusoire ? Comment faire d'une manifestation non violente l'expression d'un réel rapport de forces ? La réponse est, en plus des "Actes" actuels, certainement dans un rôle beaucoup plus important de la grève, l'action qui pénalise le plus la bourgeoisie, qui permet l'occupation du lieu de travail, premier lieu des luttes de classe. Et pourquoi pas, pour aller vers la généralisation des grèves, porter

l'idée d'une grande manifestation combative à Paris, non pas sur les grands boulevards mais sur les Champs Elysées, appelant l'ensemble de la population laborieuse à entrer dans la grève et dans l'action tous ensemble et en même temps.

- Comment ne pas se laisser entraîner dans l'affrontement avec la police, illusoire quand au résultat et immédiatement instrumentalisé médiatiquement. Comment massifier les "Actes", faire en sorte que les sympathies et soutiens passent du passif à l'actif ? Des formes d'illégalité, comme l'occupation d'un lieu public, le blocage d'une activité sont nécessaires. Elles ne peuvent être efficaces que si elles sont des actions de masse qui n'isolent que les catégories les plus aisées et leurs supplétifs. De ce point de vue, les slogans gauchistes confondant « police », institution de la répression au service de l'Etat de classe, et « policiers » sont un contre-sens total quand tant de policiers souffrent comme salariés. Il faudrait au contraire chercher à diviser les forces de répression en prenant le parti de ceux qui n'en sont que les exécutants et en dénonçant bien plus fort les secteurs ouvertement fascisants et jusqu'au-boutistes de l'appareil de répression. Le refus de tirer du célèbre régiment pour l'essentiel des conscrits du le 17ème est un puissant levier pour le rapport de forces !

Cette nécessité d'organiser et de maîtriser l'affrontement avec le pouvoir est le cadre dans lequel les communistes considèrent ce « grand débat » qui est organisé pour orienter les idées vers un illusoire compromis avec le pouvoir. Alors que les GJ cherchent des formes de rupture passant par la démocratie directe, par l'exigence de chasser Macron, par le refus du dialogue social bidon, par le refus de toute notabilisation du mouvement populaire, le « grand débat » macroniste est un piège dont le chef de l'exécutif veut se servir pour diviser le peuple, récupérer une partie du mouvement, voire organiser un référendum bidon (peut-être le jour des européennes !) sur les contre-réformes dont Macron a déjà dessiné le périmètre dans sa lettre aux Français.

Il était temps !

"Quiconque attend une révolution sociale 'pure' ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une révolution. (...) La révolution...ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoise et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement : sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible. Et tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes) et réaliser d'autres mesures... dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme" (Lénine, Bilan d'un discussion, tome 22).

Parce qu'il bouscule toute la vie politique et sociale, le mouvement des gilets jaunes est un formidable point d'appui pour que les idées communistes sur l'opposition irréconciliable entre le Capital et le Travail, sur la nature incontournable de la lutte des classes entre la bourgeoisie (les riches) et les prolétaires (les travailleurs), sur la nature impérialiste de l'Union Européenne du capital soit enfin entendu par des millions de gens, sur la nécessité d'un vrai parti communiste et d'un grand syndicalisme de classe dans notre pays ! Nos arguments, nos tracts, nos slogans, sont trop souvent ignorés des masses pour des raisons pratiques mais aussi idéologiques. Pourtant, la conscience des inégalités sociales, de la responsabilité du capitalisme et de sa violence, reste vive dans notre pays. Mais ce n'est que dans l'action que le peuple ouvre les yeux et les oreilles, et qu'il peut apprendre ce qu'aucun média ne lui explique, mais que son expérience pratique le conduit à penser par lui-même, pour peu que les idées révolutionnaires vivent dans le mouvement.

C'est l'enjeu du dialogue entre les communistes et les gilets jaunes ! Un dialogue historique pour l'avenir du mouvement social, comme pour la reconstruction communiste.

Bibliographie

« Cette loi "anticasseurs" ne menace pas le délinquant, elle menace le citoyen » (Publication ANC)

« Luttes de classe en France » (Serge Halimi, Monde Diplomatique, février 2019)

« Gilets jaunes, gilets rouges, tous ensemble » (Front syndical de classe, janvier 2019)

« Tous ensemble dans l'action » (Communcommune.com, CGT Centre Val de Loire: Entrons tous ensemble dans l'action dès le 5 février, Philippe Cordat)

« Gilets jaunes: D'un mouvement spontané vers un mouvement organisé. Pour gagner ! » (Initiative Communiste)

« La violence, le rapport de forces et la convergence des luttes » (Lepcf.fr)

DE QUELQUES AUTOPROCLAMES PENSEURS OFFICIELS DE LA CGT ET D'ANNIE LACROIX-RIZ

Ainsi donc, alors que Philippe MARTINEZ secrétaire général de la CGT tant par oral que par écrit avait désavoué les propos injurieux et mensongers mettant en cause Annie Lacroix-Riz, il s'est trouvé des individus se réclamant de la CGT pour récidiver et aggraver les accusations en tordant la vérité, en déformant les faits et les propos dans le seul but de diaboliser non seulement Annie Lacroix Riz mais aussi toutes celles et ceux qui, comme elle, pensent que l'UE est une puissance impérialiste supranationale en construction et qu'il convient d'en sortir, de la combattre et non de nourrir l'espoir de la transformer en « Europe sociale ».

De ce point de vue la lettre de Pascal DEBAY est affligeante et révoltante pour les contrevérités qu'elle contient comme le montre la réponse point par point qu'a faite l'historienne incriminée.

Au-delà de la seule personnalité d'Annie dont la qualité du travail scientifique est connue et reconnue, c'est le courant de pensée auquel elle appartient qui est visé. Et ce n'est pas la première fois !

Force est de constater que dans les forces progressistes syndicales ou politiques certains cadres pervertissent pour mieux le refuser, le débat sur la question de l'UE.

Selon eux il y aurait d'un côté les progressistes qui s'incluraient dans la construction actuelle de l'UE quitte à critiquer certains de ces aspects mais sans en remettre en cause le principe et d'autres, tous les autres, qui seraient des nationalistes frileux puisqu'ils refusent l'alliance capitalistique en cours.

Se rappelle-t-on qu'en février 2005 au lendemain d'un vote qui avait vu la CGT se prononcer pour le NON à la constitution suite à un vote à 80% du CCN, les 3 dirigeants de l'époque du secteur international de la CGT avaient signé dans la presse un appel à voter OUI au nom en particulier de la lutte contre les nationalismes ?

Se rappelle-t-on le 8 décembre 2011, la déclaration de 8 secrétaires généraux de confédérations syndicales européennes – dont Bernard Thibault et François Chérèque – appelant à un contrat social européen et présentant le risque de « rupture » de l'euro comme une catastrophe qui « détruirait le projet européen » ?

Plus près de nous les déclarations de soutien de la CGT (et d'autres) au pacte franco-allemand vont dans le même sens, celui d'une volonté de s'inscrire dans le même processus.

Et si des communistes contestent le bien-fondé même de cette construction, il en est pour les traiter de rouge-bruns voire de complotistes, négationnistes alors même que tous les communistes ont toujours été au premier rang de la lutte contre le fascisme, l'extrême droite et le FN/Rassemblement national…

En paraphrasant Gandhi on pourrait dire que pas plus que l'erreur, le mensonge ne devient vérité quand il se propage et se multiplie.

On pourrait aussi rappeler à M. DEBAY et consorts qu'il fut un temps où la CGT condamnait l'anticommunisme car il était une arme de division des travailleurs et que le peuple de ce pays, le 25 mai 2005, a voté NON au traité constitutionnel européen indiquant ainsi clairement son opposition à l'Europe du capital.

Par respect pour les militantes et militants CGT qui de tous temps ont combattu le fascisme, par respect pour les communistes, dont Annie fait partie et qui ont toujours été au premiers rangs de ce combat, par respect pour la qualité des travaux d'Annie Lacroix-Riz que l'on partage ou pas ses analyses et conclusions, par respect pour l'image de la CGT qui mérite mieux que des faux-débats qui en plus tendent à l'objectif inverse que celui annoncé, nous demandons à la CGT de désavouer la honteuse récidive de M. DEBAY et de rendre justice au travail d'Annie Lacroix-Riz.



LE PEUPLE DE FRANCE NE RECONNAIT QUE LE PRESIDENT LEGITIME DEMOCRATIQUEMENT ELU AU VENEZUELA: NICOLAS MADURO



Depuis deux décennies, les dirigeants « bolivariens » élus au suffrage universel par le peuple au Venezuela sont menacés de subversion par l'impérialisme Etats-unien, avec l'aide des dirigeants de Colombie, et leurs clients de la bourgeoisie de Caracas. Les mesures progressistes et patriotiques engagées par Hugo Chavez, élu en 1998 avec plus de 56 pour cent des suffrages, avaient déjà conduit Washington et son fidèle adjoint colombien à susciter un putsch pour renverser le pouvoir légal, et récupérer les immenses richesses pétrolières du pays.

Une première tentative, en 2002, fut mise en échec par le peuple vénézuélien et son armée, et grâce au soutien des gouvernements progressistes d'Amérique latine, Cuba, Brésil, Bolivie, Equateur, etc. Mais depuis, et sous toutes les formes, les Etats-Unis n'ont eu de cesse de peser financièrement et politiquement pour mettre en échec l'expérience démocratique du pouvoir à Caracas. Ils ont notamment organisé la dégringolade des cours du pétrole, ressource essentielle du Venezuela que Chavez avait utilisée au service des plus pauvres. Ils ont ainsi provoqué délibérément la ruine de l'économie quotidienne du pays, les pénuries et l'émigration forcée. Ils espéraient que le mécontentement d'une partie de la population et les dissensions au sein des forces progressistes permettraient à la bourgeoisie locale, son alliée, de s'emparer du pouvoir à Caracas par la subversion armée, comme ce fut le cas au Chili en 1973.

Mais le peuple du Venezuela et son armée sont toujours restés majoritairement fidèles aux présidents Hugo Chavez et à son successeur Nicolas Maduro. C'est pour tenter de mettre fin à cette résistance qu'aujourd'hui Donald Trump s'immisce directement dans la politique vénézuélienne, reconnaissant comme président un représentant auto-proclamé de l'opposition !

Il profite pour cela des difficultés ces dernières années des mouvements progressistes d'Amérique latine: les bourgeoisies "libérales" soumises à l'impérialisme états-unien ont réussi à revenir au pouvoir en Argentine, en Colombie, et surtout au Brésil, avec le Président d'extrême droite Bolsonaro. L'un des premiers actes de ce dernier a été de livrer le réfugié politique italien accueilli au Brésil au fasciste Salvini, ministre de l'Intérieur à Rome, pour y être incarcéré à vie sans procès.

Un symptôme évident de la proximité politique de la Droite pro-Etats-unienne en Amérique latine et de l'extrême-Droite xénophobe qui, en Europe, utilise le mécontentement populaire au service du Capitalisme et de l'Impérialisme.

Les dirigeants de l'Union Européenne se sont alignés sur Trump en osant lancer au Président Maduro un ultimatum et en reconnaissant le putschiste auto-proclamé, ce qui démontre quelle conception ils ont de la "démocratie" ! Le locataire de l'Elysée, s'est lui aussi affirmé solidaire de la tentative de coup d'état à Caracas, alors que la répression sanglante du mouvement des Gilets Jaunes ne lui procure aucun brevet de démocratie, d'autant qu'il n'a été élu en 2017 que par une minorité des Français, alors que Maduro l'a été par une large majorité des Vénézuéliens. Emmanuel Macron apparaît simplement comme le plus zélé des serviteurs de l'oligarchie européenne et de l'impérialisme occidental dirigé depuis Washington.

Plusieurs gouvernements d'Amérique latine, de Cuba à la Bolivie, de l'Equateur au Nicaragua, y compris celui du social-démocrate Obrador au Mexique, refusent de faire la même chose. On ne peut que se réjouir de voir la Russie, la Chine, et de la majorité des membres de l'ONU, comme la plupart des pays d'Afrique dont l'Union Africaine et d'Asie ,y compris des états Arabes, refuser l'ingérence des États Unis et de leurs alliés occidentaux.

Néanmoins, la situation demeure extrêmement dangereuse: le danger d'intervention militaire extérieure que court le peuple vénézuélien est réel, et nécessite au plus tôt une réplique solidaire des peuples du monde contre les menées de l'Impérialisme et pour la paix.

L'intérêt de notre peuple est de défendre la souveraineté et l'indépendance de la République bolivarienne du Venezuela, menacées par la conjonction des forces intérieures et extérieures de l'impérialisme.

Nous (Polex, Faire Vivre et Renforcer le PCF, Parti Communiste Révolutionnaire de France, Association Nationale de Communistes de France, Pôle de Renaissance Communiste de France, Rassemblement Communiste, JRCF et CISC), sommes solidaires du peuple vénézuélien agressé, de Nicolas Maduro, son légitime Président, il n'est rien de plus urgent que soutenir la lutte du peuple vénézuélien pour reconstruire, au profit des couches populaires, une économie ruinée par le sabotage de la bourgeoisie vénézuélienne avec le soutien de Washington.

Nous devons dénoncer les calomnies déversées quotidiennement au sujet du Venezuela et de l'Amérique latine (Nicaragua, Cuba, etc.) par les médias français, presque systématiquement alignés sur les USA.

Nous condamnons le soutien apporté à la tentative de putsch au Venezuela par le président Macron et exigeons la reconnaissance du président légitime et légal Maduro par la France. Il ne revient pas à Macron, dont la personne et la politique sont très minoritaires dans notre pays, de dire qui est légitime et qui ne l'est pas au Venezuela : cela revient au seul peuple vénézuélien qui s'est prononcé récemment sur ce sujet en élisant Nicolas Maduro dans des conditions de parfaite transparence.

